



INSTITUT  
FRANÇAIS



## Introduction

Les IVe Rencontres de la coopération décentralisée franco chinoises qui se sont déroulées les 6 et 7 novembre constituent l'aboutissement d'un processus qui dure depuis presque 10 ans, afin que se rencontrent les forces vives des deux parties. Celles-ci contribuent au développement social de nous deux pays sur le terrain, au plus près de nos villages et de nos villes.

Ces Rencontres montrent à l'évidence comment, depuis 2005, à la suite de celles de WUHAN, de BORDEAUX, de NANJIN, notre coopération bilatérale a grandi, par le nombre (du tout petit district à la grande province) par la diversité (du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest). Elles montrent enfin comment des milliers de personnes, dans près de 90 collectivités territoriales jumelées, témoignent de l'amitié entre nos deux peuples. L'attractivité réciproque des deux parties ne fait qu'augmenter depuis, grâce à des dizaines d'échanges mobilisant des centaines de personnes chaque année, sans compter les touristes dont l'unité de compte est devenue le million.

Ces Rencontres constituent enfin une photographie exacte de notre effort bilatéral considérable. A l'échelle locale, elles sont le ferment de nos échanges humains. Elles en sont aussi le ciment qui relie la spécificité hétérogène des contextes locaux, dans tous les domaines : du développement social, scientifique, technologique, économique et culturel.

Grâce à ces Rencontres, nous pouvons observer au plus près les grandes lignes des échanges qui se sont déroulés ces dernières années, à travers la teneur des trois ateliers et du forum économique expérimental parallèle, qui ont mobilisé les élus et les officiels des deux parties sur des enjeux déterminants.

## Aménagement de l'espace urbain et rural

Conscientes de ces enjeux, la France et la Chine ont mis au centre de leurs stratégies respectives et communes la question de l'aménagement urbain et rural. Il n'est pas surprenant de voir les collectivités locales, françaises et chinoises, investir ce domaine et en faire un axe prioritaire de leur coopération.

Mais comment l'aménagement durable est-il appréhendé dans le cadre de ces coopérations ? Quel(s) modèle (s) de gouvernance déterminer pour répondre à ces enjeux globaux tout en prenant en compte la spécificité de chaque territoire ? Comment garantir la protection des ressources naturelles et la qualité de l'environnement ? Quels leviers d'actions notamment financiers sont à la disposition des décideurs publics locaux ?

Ces questions ont trouvé des réponses adaptées. C'est ainsi que la ville de Bordeaux, la Région Aquitaine et le cluster territorial (Construction Ressources Environnement Aménagement et habitat Durables - CREAD), ont exprimé comment, à Wuhan, ces deux collectivités interviennent (transfert du Bilan Carbone bordelais vers Wuhan, mise en commun des compétences : politiques, économiques, scientifique/de recherche, universitaires ainsi ici que projet phare d'un « EHPAD du futur », à la croisée des deux préoccupations sociale et environnementale : le vieillissement de la population et la question climatique).

.../...

La région Ile-de-France et la municipalité de Pékin ont identifié les points forts de la coopération déjà ancienne du Bureau de l'environnement de Pékin, et de l'Agence de la qualité de l'air parisien ; elles ont contribué ensemble à perfectionner leurs dispositifs d'observation et de prescription.

La mobilisation des pôles de compétitivité sur les questions environnementales, associant la Région Centre et la province du Hunan a fait aussi valoir la place des clusters et des pôles de compétitivités. La ville de Colmar a exposé les marges de manœuvres et les outils financiers au service des politiques locales de développement durable. Il a été enfin perçu comment la pérennité du patrimoine urbain et rural contribue à faire des projets et échanges culturels, de véritables vecteurs de développement territorial. En témoignant l'émergence des échanges initiés en Chine par les Centres culturels de rencontre français.

Cet atelier a permis, à travers des exemples concrets de coopérations franco-chinoises, une revue des projets, des acteurs et des moyens dont disposent les gouvernements locaux pour agir efficacement au service du développement territorial durable et harmonieux. Il permet de mettre en exergue les enjeux du développement territorial et les réponses apportées par la coopération décentralisée.

### **Développement économique territorial**

Les collectivités territoriales accompagnent pour chacune d'entre-elles des opérateurs industriels agissant de façon autonome sur les marchés des deux parties, tant pour les biens de consommation courants qu'en ce qui concerne les biens d'équipement et les technologies innovantes. Elles entretiennent parfois des représentants locaux institutionnels à la faveur par exemple des Chambre de commerce et d'industrie. Ce mouvement de grande ampleur a fait l'objet d'un atelier particulier (le premier du genre) et d'un forum économique expérimental.

Les collectivités qui agissent dans la longue durée aux échelles du temps et de l'espace spécifique de leurs territoires respectifs, accompagnent les entrepreneurs, qui pour leur part agissent nécessairement sur le temps bien plus court de l'investissement, de son retour, de surcroît sur des espaces largement nationaux et internationaux. Il s'est agi d'examiner ces initiatives locales, ponctuelles, en faveur du développement économique territorial, les relations des PME/PMI dans le cadre de la coopération décentralisée, et les initiatives locales en faveur du développement touristique.

Cet atelier a permis de développer des exemples très divers, à l'instar de la Région Rhône-Alpes avec Shanghai, où elle entretient une représentation économique (Entreprise Rhône-Alpes International – ERAI) ou encore de la Région Pays-de-la-Loire avec le Shandong, ou enfin de Champagne Ardenne avec le Sichuan. Ces deux dernières régions ont décidé de réaliser ensemble une initiative originale et d'avenir : « *Les PME/PMI dans la relation économique franco-chinoise, problématique, rendu d'expérience et constitution d'un observatoire croisé.* ».

Les collectivités françaises Certaines régions françaises privilégient certains avantages comparatifs. Ainsi l'Aquitaine et Midi-Pyrénées, à Wuhan et dans le Sichuan, contribuent à l'ouverture de boutiques de promotion (Vin et agro alimentaire). D'autres, comme le département des Vosges, avec Qindao, Jinan, et en relation avec les Pays-de-la-Loire, avec un espace autour des « produits de la table » ouvrent des perspectives des espaces dédiés à leurs entrepreneurs locaux. La Région Provence-Côte-d'Azur associée à Rhône-Alpes, soutient une action de grande envergure sur la promotion des infrastructures du tourisme alpin.

La dispersion de ce mouvement, l'autonomie de ses vecteurs, en France comme en Chine, ne permet pas encore d'en apprécier l'ampleur, mais l'Atelier de Strasbourg devrait conduire les collectivités territoriales à mettre en évidence des synergies en phase avec le dialogue stratégique des deux parties. Le forum expérimental a lui aussi montré des objectifs, des enjeux, des freins et des limites que les années qui viennent permettront de réduire.

### **La Recherche, l'enseignement supérieur et l'innovation au service du développement local**

Plus de cinquante laboratoires et réseaux franco-chinois, tant dans le domaine des sciences exactes que des sciences humaines et sociales, généralement soutenus d'une façon ou d'une autre par les collectivités territoriales des deux parties, constituent aujourd'hui le cœur de cette coopération.

Elle concerne environ 600 unités de recherche et 2900 chercheurs présents dans une quarantaine de villes en France et une trentaine de villes en Chine. Depuis 2004, il se crée en moyenne 4 structures conjointes par an. Cinquième pays d'accueil des étudiants chinois en 2012, la France souhaite en accueillir à court terme 50 000 (contre 35 000 aujourd'hui) et envoyer 10 000 étudiants français en Chine (contre 9 600 aujourd'hui) avec la priorité mise sur les niveaux master et doctorat et la mobilité encadrée par des partenariats universitaires.

Cet Atelier a présenté les problématiques de la recherche et de la santé dans les relations franco-chinoises, a permis de déterminer les axes de coopérations à développer dans les domaines de l'innovation au service du développement local et de partager un grand désir de favoriser la mobilité et les échanges humains, grâce à la coopération décentralisée franco-chinoises. Toutes les interventions prononcées ont montré l'éventail infini des champs de Recherche ou d'innovation concernés.

Il est impossible d'entrer dans le détail des soutiens et des initiatives locales évoquées dans le déroulement des travaux. Il ne sera développé que quelques exemples significatifs à l'instar de celui de la filière médicale franco chinoise. Celle-ci est née en partie à la suite d'une coopération jamais démentie entre la Région Lorraine, l'Université de Nancy et la province du Hubei, avec même émergence de praticiens bilingues un hôpital de Wuhan ! D'autres collaborations existent : en cancérologie (exemple du Cancéropôle rhônalpin) et au travers des Journées médicales françaises itinérantes. Depuis 2004, un partenariat public-privé réalise des formations en médecine d'urgence et de catastrophe. Cette coopération s'est prolongée en 2008 avec l'ouverture du centre franco-chinois de formation sur ces thèmes dans l'hôpital d'Anzhen à Pékin.

Selon une même démarche de longue durée et de coopérations sans cesse renforcés, d'autre collectivités, comme Montpellier avec Chengdu, la ville de Strasbourg, la Région de La Réunion, entretiennent sous forme de coopérations techniques et souvent avec les collectivités chinoises jumelées des initiatives significatives.

Pour finir il sera insisté sur le champ de la mobilité, d'extrême importance, qui génère au plus près l'innovation de façon réciproque, comme le démontrent Toulouse et Chongqing. L'Université de Toulouse (UT) bénéficie du soutien financier de l'État et des collectivités territoriales pour assurer son développement. La Chine a été choisie comme axe prioritaire de notre coopération décentralisée toulousaine. Ainsi, l'UT a ouvert son antenne à Chongqing en Chine en 2012 avec un bureau et du personnel permanent qui peut assurer des liens directs et en continue avec des établissements partenaires.

Cette antenne permet à l'UT de pratiquer une politique active de mobilité en recrutant des étudiants directement sans passer par des agents intermédiaires. Pour favoriser la mobilité et les échanges en assurant la qualité des étudiants, l'UT a signé des conventions de coopération (MOU) avec de nombreuses Universités partenaires comme : Tsinghua, Renmin, Beijing Normal Univ., Beijing Univ. Aeronautic, Pekin Univ., Nankai Univ., Shandong Univ., Chongqing Univ., Sichuan Univ., UESTC à Chengdu, Wuhan Univ., Huazhong Univ. Sciences & Technol., Tongji Univ., Fudan Univ... L'UT a signé également un MOU avec le CSC qui lui permet de recruter directement des étudiants en thèse dans les meilleures Universités chinoises. Ainsi les effectifs des étudiants chinois à Toulouse passent de 1000 à plus de 2000 personnes durant ces 5 dernières années. C'est enfin le réseau des Instituts Confucius qui accompagne en France, comme les Alliances Françaises en Chine, l'apprentissage de nos deux langues, sans lesquelles nos échanges seraient plus techniques qu'humains.

## Conclusion

Ces rencontres ont contribué à l'établissement d'une stratégie, afin de mieux articuler nos démarches d'influence et d'attractivité, d'en clarifier les termes, notamment, concernant d'une part le soutien aux filières industrielles et d'autre part le soutien aux systèmes de production de consommation et d'échanges locaux.

En substance, c'est de diplomatie économique à l'échelle locale qu'il s'agit : nous avons examiné les modalités, les formes et les résultats des stratégies de gouvernance et de planification territoriale, à l'échelle la plus vive des échanges humains, sur le terrain où la mise en œuvre de nos enjeux stratégiques contribuent à l'émergence de nouveaux rapports sociaux.

Ces rencontres alsaciennes ont alors été le siège d'un très vaste échange d'hommes et femmes représentatifs, d'institutions culturelles – saluons ici les Instituts Confucius, les institutions scientifiques – saluons ici les professeurs des universités et les chercheurs, d'institutions économiques et marchandes saluons ici les techniciens et les industriels porteurs de technologies, de biens de production et de consommation divers, et enfin d'institutions politiques et sociale, saluons ici les femmes et les hommes politiques porteurs du développement social de nos villages et de nos villes !

Ils sont venus presque au nombre d'un millier de personnes, du plus profond de nos territoires réciproques, pour dire combien les échanges humains franco chinois se sont développés depuis 50 ans, lorsque le général De Gaulle et Président MAO Zedong ont contribué à rétablir la place du peuple chinois à sa place oh combien légitime dans le XXe siècle.

Ils sont venus en même temps que, durant cet automne 2014 des centaines de représentants chinois et français se réunissaient à CHENGDU, pour la Foire de l'Ouest, à SHENYANG, dans le nord de la Chine pour China Europa, ou enfin à LILLE, dans le nord de la France, non seulement pour défricher l'amitié retrouvée, mais pour construire ensemble, comme à Strasbourg, pas à pas, dans la diversité, le chemin du XXIe siècle.

Voilà la conclusion de Strasbourg.

Ce chemin est rempli d'obstacles, mais aussi d'objectifs de développement social, qui ne sauraient être atteints sans que, continuellement, s'approfondissent nos échanges humains.

Voilà dont enfin, c'est déjà pour demain, la dimension stratégique des futures rencontres de Chengdu.

A Strasbourg de la Région d'Alsace, le 7 novembre 2014



M. Jacques VALADE

Président français du comité  
de liaison de la Coopération  
décentralisée sino-française  
et des Rencontres



M. LI Jianping,

Président chinois du comité de  
liaison de la Coopération  
décentralisée sino-française et  
des Rencontres

